



Économie mondialisée: à l'invitation des évêques, servir le débat

À la fin du printemps 2005 est paru le texte de la Commission Sociale des Évêques de France, intitulé «Repères dans une économie mondialisée»¹. Ce texte n'a pas la prétention d'énoncer une doctrine, mais plutôt de suggérer des pistes pour que l'évangile parvienne à pénétrer ces réalités complexes où se joue la vie de tant d'hommes.

Les évêques souhaitent que, sans vanter pour autant les effets de l'économie mondialisée, nous ne nous résignons pas à seulement les subir et les déplorer. Il importe en effet que nous en analysions mieux les rouages, que nous en distinguions les dévoiements, afin de découvrir de quelles marges de manœuvre nous disposons, individuellement et collectivement, pour en être des acteurs responsables. Aussi l'objectif affirmé, comme

le précise dans sa présentation le P. Jacques Turck², qui a dirigé l'élaboration du document, est-il d'abord de susciter le débat: déjà entre chrétiens et, si possible, au-delà.

Par ailleurs les évêques de France ont toujours confirmé leur souhait que des diacres soient présents là où se décide et se construit l'avenir, afin qu'il soit en harmonie avec le projet de Dieu sur l'homme. Pour ces deux raisons nous pensons que les diacres, également au nom de leur diaconie de la Parole, doivent tenir toute leur place pour promouvoir la réflexion souhaitée.

Puisse ce dossier aider chacun à mieux se situer lui-même comme serviteur de l'Évangile dans ces difficiles réalités économiques qui écrasent tant d'hommes, et, accessoirement, donner envie de lire et de travailler le document. ▀

Jean-François Delarue

1 Cf. D.A. n° 117, page 2.

Voir aussi sur le Web: http://www.ccf.fr/catho/actus/communiqués/2005/20050428economie_mondialisee.pdf

2 Secrétaire de la Commission sociale des évêques de France (avant la réforme des structures de la conférence des évêques).

Témoignage

Mondialisation... quand tu nous tiens!

Je suis employé, (environ le 1/100000^e!) d'une entreprise française et mondiale! J'y conçois des structures de véhicules ferroviaires et de métros... qui roulent, depuis 1965, du Mexique à Singapour, à Lille, à Varsovie ou à Shanghai... (j'abrège!)

Le site, comme nous disons, qui m'emploie, est situé dans une région qui abrite depuis le 12 juillet 2005 un Pôle de compétitivité à « vocation mondiale », j'en reparlerai. Au restaurant d'entreprise, certains midis, il est possible d'entendre parler cinq langues! On boit du coca avec les frites! On hésite devant l'endive braisée. L'étiquette, sur les portes des bureaux, donne en anglais, la fonction de celui que vous allez rencontrer: senior, manager... Un de mes chefs a épousé une thaïlandaise, un autre, une chinoise... de la maison.

La puissance informatique règne ici!

Quelques clics sur votre souris (des macho ou anti-américains, pensant Mickey, disent mulot) vous transportent avec plans, dossiers et offres de prix vers cette Chine aux mégapoles gourmandes en moyens de transports. Vous rejoignez ainsi des équipes expatriées se fondant dans la culture locale pour gagner des marchés! À la barbe des Allemands ou des Canadiens ou encore des Japonais. À moins qu'ils ne gagnent, eux! Mais ce n'est pas un jeu! ou alors un jeu de guerre! De nombreux hommes peuvent tomber. Clics encore... et vous envoyez votre dossier de sous-traitance d'études vers le Brésil, ou les Indes!



Précurseur de la mondialisation, le marché de l'aviation reste aujourd'hui au cœur des enjeux stratégiques internationaux.

Quelque temps après, franchissant les océans, de nuit, le travail reviendra... la virtualité (mais est-ce bien elle?) ne vous permettra pas de sentir la «sueur» de l'effort intellectuel, accompli à bas prix... là-bas.

Suivant un tracé «touristique» très sinueux, des fabrications partent pour de longs voyages, vers des destinations où, faire de ses mains, et bien faire, ne coûte pourtant pas bien cher.

L'Espagne, sera vite boudée! Très vite, il faudra franchir l'Oder, la Vistule... visiter la Bohême, la Moravie... Vous avez dit «délocaliser»? Pas si simple.

L'A320 et son juteux marché chinois récent: il nous dit que si vous voulez gagner des marchés, là-bas, vous êtes obligés, (c'est la demande de

base) d'y faire produire un énorme pourcentage sur place!

Pour les métros, idem! Peurpanique des travailleurs d'ici: pour leur emploi direct, la fuite des savoir-faire, de «prod.» ou d'ingénierie. L'avenir du site lui-même? Signes bien visibles, les drapeaux hissés, claquant au vent du nord, juste devant la porte d'entrée. Ils sont symboles du pays du client, ou du «potentiel». Ils indiquent que le monde va nous rendre visite. Il faut astiquer la boutique!

Bienvenue en Europe, Messieurs!

À quelques kilomètres de la maison, «to day» Toyota augmente sa capacité de production et embauche, pour construire «to morrow» de nouvelles voitures.



► Un contraste parmi d'autres : non loin des fameux pôles de compétitivité, fleurons de notre économie nord-européenne, fleurissent des camps de réfugiés. Ici un camp de sans-papiers roumains qui tentent de s'implanter en France.

Mon voisin, tunisien d'origine, je pense, y travaille, aux ressources humaines depuis quelques mois ! En ville, votre estomac vous conduisant au « Marrakech » déguster un tajine, sur 100 mètres de rue ou d'avenue, vous frôlez de la manche ou du nez, des plats grec, turc, asiatique, chinois, japonais...

les pizzerias n'ont qu'à bien se tenir!

Pauvretés extrêmes, comme délocalisées, il vous sera possible aussi de croiser, sur des voies plus modestes, quelques « sans-papiers ». Leurs racines sortent de terres arides, exsangues ou ensanglantées, en des lieux quasi-antipodaux.

Peut-être même serez-vous insultés, par une voix, un peu ivre... essayant de se souvenir, de cette belle côte orientale de l'Adriatique.

Et le pôle de compétitivité ? le NPDC (avec ses trois millions d'âmes de la Province du LAC) : 1^{re} région de construction ferroviaire, 2^e pour l'automobile, 3^e pour la logistique ! pour 120 000 emplois. Vrai cœur de l'Europe du Nord-Ouest !

Parmi ses six pôles reconnus, I-TRANS ! I comme Innovation... International et Trans... ports. Il sera fer de lance, nouvelle chance de développement pour la région. Il laisse envisager des possibilités considérables pour les transports et ambitionne de nous placer comme leader mondial (allez donc visiter www.i-trans.org). Dans le même temps, des acteurs sociaux vont veiller à ce binôme nouveau : compétitivité et solidarité.

Dix ans après mon ordination à... Valenciennes (l'aviez-vous deviné ?), Mgr Jacques Delaporte, archevêque de Cambrai, décédé à Jérusalem, alors président de la commission justice et paix, écrit : « la mondialisation n'est ni une fatalité, ni une espérance à célébrer. Elle est une évolution à maîtriser ». En vrai pasteur sillonnant son diocèse il nous désignait « son million d'hommes et de

La mondialisation n'est ni une fatalité, ni une espérance à célébrer. Elle est une évolution à maîtriser

femmes à aimer ». Parce que beaucoup souffraient... souffrent ! Modestement, je placerai ici en parallèle quelques mots, parmi les repères proposés : « risquer ses talents et ses qualités... s'inscrire dans un projet qui le déborde... chercheurs d'avenir... l'entreprise comme communauté de personnes... un devoir d'imagination, de créativité... ». Naïvement, je me demande (?) s'il n'y aurait pas à inventer un métier nouveau : Serviteur de l'Avenir ! ►

Marcel Godin

Diacre du diocèse de Cambrai

Alain Pinoges/Clic



► Mexique, Chihuahua : ouvrières dans une usine américaine de la zone franche (maquiladora).

Présentation

Au service de l'homme

Repères dans une économie mondialisée est un texte signé par les évêques de la Commission sociale des évêques de France en avril 2005. Depuis neuf mois il circule dans les cercles de réflexion, les mouvements et au-delà parmi un certain nombre d'acteurs de la vie économique et politique de notre pays.

Ce texte s'inscrit dans une tradition déjà ancienne de publications qui témoignent de l'intérêt constant de l'Église pour les relations entre les hommes ou entre les peuples. L'homme a toujours été une question pour l'Église; l'homme dans ses relations sociales et dans son projet de vie.

Les plus anciens se rappellent *Les Nouveaux Modes de vie*, texte publié en 1982. Il avait fait grand bruit car dans l'ensemble les propositions qu'il suggérait apparaissaient utopistes ou trop malthusiennes. En 1994 un autre texte: *Créer et partager* était porteur d'une tonalité plus optimiste. Depuis cette date, c'est-à-dire pendant plus de 10 ans, il n'y eut pas d'intervention de l'épiscopat fran-

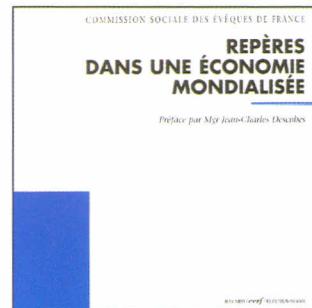
çais sur les questions économiques. Or en 10 ans le paysage a considérablement changé. La mondialisation s'est accélérée en raison des moyens modernes de communication, modifiant considérablement les relations à l'histoire et à la géographie. Les barrières douanières se sont ouvertes. Les échanges des biens et services se sont étendus au monde entier. La bulle financière des start-up a fait long feu, mais cela n'a pas empêché les finances de «coiffer» les marchés au point que l'on parle aujourd'hui de la financiarisation de l'économie.

Tous ces phénomènes convergent pour assurer une embellie extraordinaire à l'économie – au moins dans la plupart des pays occidentaux, mais aussi dans quelques

pays émergents comme Singapour, la Thaïlande, l'Inde ou le Brésil. Pourtant la croissance ne résout pas les inégalités. Au contraire le fossé entre les riches et les pauvres semble grandir et toucher non pas des individus isolés mais des peuples entiers. Les économistes, les plus philanthropes et les chrétiens les plus engagés dans la construction d'un monde plus équitable, avouent humblement ne pas détenir les clés de la solution et ne pas savoir comment enrayer cette dérive. Nous en sommes témoins ici chez nous: le chômage reste chronique et le grand risque est de s'y habituer.

Pouvoir discerner

La fracture a pris des allures universelles au point que l'on puisse parler aujourd'hui d'une mondialisation de la souffrance. Déstructuration familiale, immigration massive, pandémie non prise en charge, destruction des agricultures locales et vivrières et par là croissance de la famine... autant de faits qui attestent de la situation catastrophique de certains pays du Sud. Dans tous les cas de figures les drames sociaux sont tels que l'Église ne pouvait se contenter de dénoncer les précarités et les dangers. Il devenait urgent de regarder de l'intérieur les mécanismes économiques et financiers d'aujourd'hui; d'en apprécier le meilleur et le pire.



Alain Pinoges/Chic

■ Madagascar, entreprise de fabrication de matériaux soutenue par la Sidi (Société d'investissement et de développement international), en partenariat avec la Sipem (Société d'investissement pour la promotion des entreprises à Madagascar).



Alain Pinoges/Citic

■ Lille, usine de café Meo, Torréfaction du café «Max Havelaar» – ici, café vert provenant du Costa Rica.

C'est précisément ce discernement que les évêques ont voulu proposer en l'accompagnant de repères qui tel un immense défi pourraient être pris en compte par chacun selon sa marge de manœuvre.

Chacun peut agir

La situation n'est pas désespérante. Ce n'est pas à la morosité que ce texte invite. Au contraire il se veut stimulant. Les évêques se fondent en cela sur la confiance faite aux hommes et femmes d'aujourd'hui pour une intelligence des situations et une capacité à « dominer la domination financière » quand l'argent prend le pas sur le respect de l'homme et ne demeure pas seulement un outil. Avec plus de détermination encore, ils en appellent à la mise en place d'instances de régulation afin que le politique joue son rôle et s'impose pour une répartition plus juste des biens et services produits, pour imposer des normes qui sauvegardent l'environnement. Autant de projets qui n'en restent pas à des incantations, mais qu'ils proposent à chacun de mettre en œuvre selon sa marge de manœuvre. C'est sans doute la conviction la plus forte qui a porté l'élaboration de ce document : chacun d'entre nous peut agir.

Audace et engagement

Ce texte étonnera par son caractère résolument optimiste. Il étonnera aussi par l'audace avec laquelle les évêques acceptent le langage des économistes sans le vouer à la géhenne. Le profit, la plus value, la spéculation, l'économie de

marché... et d'autres concepts sont utilisés sans fard parce qu'ils rendent compte d'une réalité que nous pratiquons tous. Ce sont nos pratiques de l'économie qu'ils questionnent nous évitant de croire trop facilement au déterminisme ou au fatalisme comme s'il n'y avait qu'une seule manière de pratiquer l'économie. Aujourd'hui la complexité des réalités est telle que l'on a l'impression d'être impuissant. Mais c'est là encore une contre vérité à combattre. Il n'y a pas de mains invisibles dans un arrière monde à la manière dont Ira Lewin le décrit dans son roman de science-fiction, *This perfect day*. Ceci signifie que le meilleur des mondes n'est pas pour demain matin ! Nombre de solutions appellent à une transformation des structures, elles tiennent à l'organisation du monde. Nombre d'entre elles supposent que nous travaillions à soutenir les élus de proximité quand ils s'engagent dans des actions institutionnelles. Ainsi devenir disciples de Jésus au fil des jours n'est pas seulement une aventure d'adhésion personnelle à Jésus Christ. Mais que au nom même de cette suite du Christ, chacun à sa mesure, s'engage dans les rouages de notre société mondialisée.

Le bien commun

En définitive ce texte nous responsabilise tous dans le projet d'équité qui devrait nous habiter et qu'il s'agit de mettre en œuvre. Et s'il existe une carence de gouvernance, s'il manque d'instances de régulation politique et financières, si le pouvoir de décision et les lieux de concerta-

tion ne sont plus aussi présents au sein de l'unité de production, du bureau d'étude ou de l'entreprise... il revient aux hommes et femmes de bonne volonté de réagir avec courage sans peur de prendre les risques voulus pour consacrer au moins une part de leur énergie au bien de tous. Réhabilitons ce projet du « bien commun » qui surpasse nos biens individuels ; sur ce chemin il y a une véritable conversion du cœur à vivre. Nous le savons elle est à reprendre chaque matin et génération après génération.

Au terme de sa lecture ce document aura ouvert l'espérance du possible. Sur certains points il ne fera pas l'unanimité, selon la place que l'on occupe dans la société ou l'entreprise. Parmi les repères proposés chacun aura à cœur de travailler justement ceux avec lesquels il se pense le moins accordé. Tel est le défi à relever. Bien d'autres domaines, bien des questions restent à éclairer, certes... mais les repères offerts ici s'inscrivent dans une réflexion sur une économie mondialisée... Ils n'éclairent pas ce que ce texte n'a pas eu la prétention de traiter. Déjà si nous changeons notre mode de vie sur les points proposés nous ferions un peu plus l'unité entre le social, le politique, le culturel et le spirituel... ce serait je crois une belle mise en œuvre de notre vocation humaine et de l'Évangile. ■

Père Jacques Turck

Approche critique

Séduisant, mais limité...

Patrice Sauvage, qui fut directeur de la Mission régionale d'information Rhône-Alpes sur l'exclusion et qui est maintenant conseiller au Secours catholique, pointe en spécialiste exigeant les lacunes du texte.

Si j'applaudis bien volontiers à la forme de ce document épiscopal, j'avoue par contre être quelque peu déçu par son contenu que je trouve limité, du moins si je me réfère à l'ambition exprimée par son titre qui laissait espérer une réflexion globale sur la mondialisation et des repères clairs pour agir: or, ce texte, en ne présentant qu'un diagnostic partiel et des repères plutôt flous, ne me paraît pas en mesure de répondre à la quête de sens des nombreux acteurs – souvent inspirés par l'Évangile – qui recherchent une économie plus juste et plus humaine pour notre planète.

Un diagnostic partiel

Les trois parties retenues dans l'ouvrage – la finance, la croissance, la justice – sont en effet loin d'épuiser le sujet. On présente ainsi comme un état de fait, sans les remettre en cause, les évolutions qui sont en grande partie à l'origine de la mondialisation actuelle: le développement des échanges, l'ouverture des frontières à la compétition généralisée et, plus généralement, la marchandisation de la vie sociale qui en résulte. On n'attend certes pas de l'Église qu'elle se fasse l'avocate du protectionnisme, mais au moins qu'elle s'interroge sur cette course au libre échange, qui n'a pas que des effets positifs¹, et sur les instances chargées

de le mettre en œuvre (notamment l'OMC) en lesquelles la Commission me semble placer une confiance quelque peu excessive.

L'approche retenue reste par ailleurs très occidentale: rien n'est dit, ou bien peu, sur la situation des habitants du Tiers-Monde dont la pauvreté et la précarité s'aggravent en maints endroits et sur la disparition des cultures qui les faisaient vivre. Elle est aussi très « économique », en ce sens qu'elle n'aborde que timidement la dimension écologique, en évoquant très brièvement le développement durable, et guère la question du lien social, ni celle d'une autre conception

de la richesse – pourtant pas mal travaillée récemment dans des milieux proches de l'Église².

Des repères flous

Sur les thèmes qui ont été davantage approfondis, comme celui des activités financières – dont la description est certes remarquable, rejoignant les réflexions récentes de P. Artus et de J. Peyrelevade³, on doit regretter la timidité des propositions: rien n'est dit par exemple sur le projet de taxe Tobin, la critique de la spéculation est bien mince et, encore plus, celle des instances financières internationales dont l'action a pourtant été fréquemment catastrophique ces dernières années⁴.



■ Action mondiale contre la pauvreté, le 2 mars 2005, devant le ministère de l'économie et des finances à Paris. Les ONG se réunissent pour rappeler aux pays riches leurs engagements en matière d'aide publique au développement. Manifestation organisée par RAIDH (Réseau Alerte et Intervention des Droits de l'Homme et la coalition «2005: plus d'excuses!»)



1^{er} juillet 2005 : à l'occasion de la journée mondiale contre la pauvreté, rassemblement dans les jardins du Trocadéro, organisé par le collectif « 2005 : plus d'excuses ! », composé d'une centaine d'organisations, dont le CCFD, le Secours Catholique et ATD Quart Monde.

Sur le thème de la croissance, plutôt que des généralités sur l'esprit d'initiative ou des vœux pieux sur une « *gouvernance responsable* », j'aurais souhaité voir davantage explicitée la partie intitulée « *dominer sa domination* » et y voir la Commission se prononcer plus énergiquement pour un *développement durable et solidaire*. La question du développement local des régions françaises « *sinistrées* » (p. 46) semble par exemple ne pouvoir être traitée que par des implantations d'entreprises étrangères: une approche plus « *autocentrée* » de mobilisation des capacités locales serait-elle inconcevable – mais elle supposerait de remettre en cause l'ouverture commerciale généralisée ?

Quant à la partie sur la justice, elle comporte quelques développements intéressants – sur la dimension communautaire de l'entreprise, sur l'excès de certaines rémunérations, sur l'économie solidaire, mais elle oublie la dimension mondiale de la justice: la manière dont nous traitons les pays pauvres

(à travers les échanges commerciaux, l'aide au développement, les politiques d'« *ajustement structurel* ») n'est-elle pas la première forme d'injustice contre laquelle l'Église devrait se lever ?

Enfin, une remarque générale sur l'agencement du document: le foisonnement d'encadrés parfois très longs et l'absence d'une véritable conclusion qui ferait percevoir la cohérence de l'ensemble rendent difficile le repérage... de ces fameux repères qui, de fait, sont éparpillés ici et là. J'aurais aimé retrouver, par exemple, la clarté et le prophétisme d'un ouvrage comme celui d'Alain Durand⁵ qui, de surcroît, était enraciné dans la méditation de l'Évangile.

En conclusion, voilà un document qui intéressera vraisemblablement les acteurs économiques et financiers – qui en sont d'ailleurs les rédacteurs principaux – mais guère les personnes ou institutions engagées dans la solidarité et la cohésion sociale qui, certes, auront bénéficié d'éclairages intéressants sur

les questions financières ou sur les délocalisations, mais qui en définitive resteront sur leur faim eu égard au titre ambitieux de l'ouvrage. Sur ces thèmes, on serait en droit d'attendre de l'Église de France une réflexion plus complète et authentiquement prophétique, qui soit enracinée à la fois dans l'Évangile et dans le vécu des différents acteurs de la société civile – en particulier des plus pauvres – et qui soit susceptible de donner un sens, une orientation éthique à une mondialisation actuellement sans âme. ▀

Patrice Sauvage, diacre, conseiller technique au Secours catholique

(1) cf. R. Petrella, *Limites à la compétitivité*, La Découverte, 1995.

(2) cf. P. Viveret, *Reconsidérer la richesse*, revue Transversales, août 2001.

(3) P. Artus et M.P. Virard, *Le capitalisme est en train de s'auto-détruire*, La Découverte, 2005; J. Peyrelevade, *Le capitalisme total*, Seuil, 2005.

(4) cf. J. Stiglitz, *La grande désillusion*, Fayard, 2002.

(5) A. Durand, *La foi chrétienne aux prises avec la mondialisation*, Cerf, 2003.

Témoignage

L'enjeu humain

Christian Cordier, longtemps directeur des ressources humaines dans un grand groupe français, nous fait part des réflexions qu'a suscitées chez lui la lecture du texte des évêques de France.

Ce texte si dense appelle de nombreuses réflexions, je m'en tiendrai à quelques points d'attention qui m'ont semblé importants de ma place de professionnel des ressources humaines dans des grandes entreprises françaises.

L'entreprise: une communauté de personnes

À plusieurs reprises, la Commission sociale reprend les mots de Jean-Paul II pour évoquer l'entreprise comme «une communauté de personnes»,

Il est peu habituel de parler de l'entreprise comme d'une communauté. Pourtant, il s'agit bien d'y vivre en commun des enjeux visant un même but et où chacun travaille dans une relation d'interdépendance avec d'autres.

La notion de personne, issue du Christianisme, dit bien qu'il s'agit de prendre en compte tout l'homme avec ses forces et faiblesses, avec ses convictions et ses aspirations sous peine de l'instrumentaliser à des fins de pure production.

Il est nécessaire d'avoir ces notions en tête et de les rappeler sans cesse, dans les formes appropriées, aux dirigeants quand ils décident de politiques de rémunération, de formation... et aux salariés dans le cadre de l'exercice de leur fonction et de leurs relations de travail. Sans cela, le risque est de réduire l'entreprise à une structure pyramidale et de réduire les salariés à l'exécution. Au final, c'est le sens de la responsabilité qui est atrophié. Si je suis manager, je finis par n'être

responsable que des résultats que je fournis à ma direction aux dépens de ma responsabilité en matière de conditions de travail et de développement de mes collaborateurs. Si je suis salarié, je finis par penser que ma responsabilité est réduite à l'acte de production, je fais juste ce qu'il faut, et je m'enferme dans ma bulle sans me préoccuper des collègues.

Cette dérive se traduit par la juxtaposition de deux mondes ou encore par la juxtaposition des personnes à l'intérieur d'un même service ou par la création de clans qui entrent dans une relation de compétition au détriment du bien commun.

Être conscient de sa responsabilité envers les autres, c'est prendre le risque d'entrer dans un face à face, de personne à personne, avec l'autre qui me fait sortir de mon ego pour lui porter attention. C'est un défi pour chaque membre de l'entreprise, quelle que soit sa position hiérarchique, afin que l'entreprise ait visage humain.

Le profit est toujours vu sous l'angle financier et donc quantifiable; serait-il impensable de l'aborder sous un angle qualitatif résultant d'objectifs d'humanisation de l'entreprise, le gain n'étant pas d'ordre financier mais de l'ordre de la reconnaissance de chacun dans sa valeur humaine et pas seulement par ce qu'il produit?

La croissance et l'espérance

Au chapitre II du texte, la Commission sociale évoque la croissance comme une chance si «nous la regardons en perspective du développement intégral de l'homme»,

L'enjeu humain, individuel et planétaire, n'existe souvent que dans des discours incantatoires.

c'est à cette condition «que la croissance rimera avec l'espérance».

Si on fait un tour d'horizon de la croissance dans le monde, il y a lieu d'être pessimiste: quel que soit le type de croissance, seul l'enjeu économique mobilise les énergies politiques et industrielles, l'enjeu humain individuel et planétaire n'existant souvent que dans des discours incantatoires.

Tant que l'économie reste dans une logique financière d'équilibrer ou de gagner plus, la croissance n'est qu'un indicateur statistique. Pour que la croissance prenne une coloration humaine, il est nécessaire que l'économie se vive dans un échange juste où chacun des partenaires en sort grandi. Une croissance sans prise en compte de l'humain porte en elle-même sa propre mort en engendrant des lignes de fracture telles qu'elle produit des



Alain Pinoges/Ciric

■ *Présence de l'Église au plus près des réalités de la vie professionnelle, à La Défense: la paroisse Notre-Dame de Pentecôte. Les membres de l'équipe d'animation assurent un accueil. Parmi les divers rendez-vous, « le café du jeudi », rencontre autour d'un thème sur l'entreprise.*

comportements de méfiance, de désespérance ou de révolte. Ceci est vrai au niveau de l'entreprise, d'un pays ou entre pays.

L'échange ne va pas sans le partage dans le respect de la dignité de chacun: condition pour que l'homme espère. Dans l'entreprise, un salarié échange son travail contre un salaire mais au-delà de cela il a le désir de partager avec d'autres non seulement des bénéfices mais des convictions, des aspirations personnelles et professionnelles. Tout ceci participe au sentiment d'être reconnu comme être humain à part entière, et c'est au cœur de cette reconnaissance que peut surgir une espérance.

L'économie et la gestion des Ressources Humaines

Dans mon expérience du domaine des RH, j'ai été souvent confronté à une tension entre l'économique et le social. Sachant que le DRH n'est pas situé dans l'entreprise en termes de pouvoir mais d'aide à la décision et qu'il a peu de poids sur les grandes options prises par la Direction

Générale, ceci pourrait laisser penser que sa marge d'autonomie est faible et que son « agir » est formaté par les décisions de la DG.

Or, il a une marge possible du fait même qu'il existe une interdépendance évidente entre l'économique et le social, l'un ne va pas sans l'autre. Il porte la responsabilité de maintenir ou ramener le social, donc l'homme, au centre du jeu économique. S'il sert le développement de l'entreprise, il est aussi au service de ceux qui y travaillent.

La fonction du DRH est, à mon sens, une fonction essentielle de proximité qui s'exprime dans la veille, l'écoute, la compréhension de ce qui se vit à un niveau collectif ou au niveau individuel avant d'engager une action. Il s'agit de construire une relation dans le respect de l'autre, l'enjeu étant de faire émerger l'humain dans la pratique professionnelle. Par exemple, ce sera de convaincre ou d'aider un patron à mettre en perspective le facteur humain dans ses choix et d'en pointer les conséquences, non sans tenir compte de ses objectifs, des pressions subies, de sa façon d'être. À l'égard d'un employé, ce sera de l'aider à mettre en perspective ses aspirations, ses compétences dans l'exercice de son poste, en tenant compte de tout ce qui constitue sa vie et pas seulement dans l'entreprise.

Dans cette optique, le DRH n'a pas à se laisser enfermer dans une obligation de résultat uniquement quantifiable qui réduirait les RH de l'entreprise à des effectifs ou à des budgets; il a mission de valoriser l'humain pour que chacun puisse se reconnaître lui-même et se sentir reconnu comme personne qui vaut autrement que par ses compétences professionnelles. ■

*Christian Cordier
Diacre; DRH à la retraite résidant
actuellement à Montreuil-sous-Bois*

Pour la justice

La doctrine sociale de l'Église n'est pas une « troisième voie » entre le capitalisme libéral et le collectivisme marxiste ni une autre possibilité parmi des systèmes moins radicalement marqués: elle constitue une catégorie en soi.

Elle n'est pas non plus une idéologie, mais la formulation précise des résultats d'une réflexion attentive sur les réalités complexes de l'existence de l'homme dans la société et dans le contexte international, à la lumière de la foi et de la tradition ecclésiale. Son but principal est d'interpréter ces réalités, en examinant leur conformité ou leurs divergences avec les orienta-

tions de l'enseignement de l'Évangile sur l'homme et sur sa vocation à la fois terrestre et transcendante; elle a donc pour but d'orienter le comportement chrétien. Elle entre dans le domaine de la théologie morale.

L'enseignement et la diffusion de la doctrine sociale font partie de la mission d'évangélisation de l'Église. Et, s'agissant d'une doctrine destinée à guider la conduite de la personne, elle a pour conséquence l'« engagement de chacun pour la justice » suivant son rôle, sa vocation, sa condition. ■

*Jean-Paul II, Sollicitudo rei socialis
n° 41 (1991)*